



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°444 (1^{ER} MARS 2026)

ENJEUX DES MUNICIPALES ET EFFETS SUR LA RUSSIE DE QUATRE ANS
DE GUERRE

MUNICIPALES : ANTICHAMBRE DE 2027 OU ÉLECTIONS LOCALES ?

Introduction

Philippe Meyer :

Les élections municipales se tiendront les 15 et 22 mars prochains. Il s'y mêlera enjeux locaux et nationaux, peut-être d'autant plus que, cette année, le vote se tient tout juste un an avant l'élection présidentielle, un cas de figure qui ne s'est présenté qu'en 1965 et en 2001.

Selon Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean Jaurès, si LFI et le RN ont beaucoup à gagner de ces élections et chercheront à en faire un enjeu national, à l'inverse, le PS et LR essaieront avant tout de conserver les villes qu'ils détiennent, pour montrer qu'ils restent des partis qui comptent, qui ont une base locale solide et surtout qu'ils peuvent avoir une carte à jouer lors de la présidentielle. Alors que les regards se concentrent beaucoup sur les grandes villes, l'un des enjeux de ces élections devrait être le sort de nombre de moyennes et de petites municipalités qui pourraient basculer à l'extrême droite, mais, le Rassemblement national aborde les municipales avec l'onction des sondages nationaux, mais un ancrage local toujours fragile. Le parti de Jordan Bardella détient moins de 15 villes, dont une seule de plus de 100.000 habitants. Officiellement : pas d'objectif chiffré avancé, ni de villes visées.

Au Havre, l'ancien Premier ministre, Édouard Philippe candidat à la présidentielle 2027, avait commencé par lier son destin national à cette échéance locale. Un pari risqué. « *Si j'échouais à convaincre les Havrais (...), je ne serais pas dans une bonne position pour espérer convaincre les Français* », avait-il prévenu. Il semble revenu de cette position. Dans le camp présidentiel, en revanche, on

semble déjà vouloir oublier ce scrutin avant même qu'il n'ait lieu, tant il s'annonce comme un révélateur de la faiblesse du macronisme à l'échelle locale.

Selon un sondage Odoxa-Mascaret publié mardi pour Public Sénat et la presse régionale, 55 % des Français souhaitent l'élection d'un autre maire plutôt que la réélection de leur maire actuel au scrutin des 15 et 22 mars. Cette aspiration au changement est motivée par des enjeux locaux, en premier lieu : 76 % des sondés affirment qu'ils se prononceront en fonction d'enjeux « *spécifiques à leur commune* », tandis que 24 % auront des enjeux nationaux en tête. Ce dernier score est en progression de 5 points par rapport au mois de novembre, preuve, pour l'institut de sondage que ces municipales, premières élections convoquées après les législatives anticipées de juin 2024, dessineront la ligne de départ de la campagne pour l'élection présidentielle. C'est parmi les sympathisants de LFI (28 %) et du RN (27 %) que se trouvent le plus d'électeurs qui choisiront leur maire avec l'Élysée en point de mire.

Lucile Schmid :

Ces élections municipales se tiennent un an avant la présidentielle, une configuration qui ne s'est produite que deux fois sous la Ve République, mais elles interviennent surtout dans un climat de très grande confusion politique. Les repères partisans sont brouillés, l'ancienne majorité présidentielle ayant progressivement glissé d'un positionnement centre-gauche vers un ancrage désormais centre-droit, voire à droite. Cette recomposition rend la lecture politique du scrutin particulièrement difficile.

Un élément décisif tient aussi à l'impossibilité de produire des sondages fiables hors des très grandes villes. Dans les villes moyennes, et plus encore dans les communes de moins de 1.000 habitants, il n'existe ni échantillons suffisants ni moyens d'enquête adaptés. Les prévisions actuelles reposent donc essentiellement sur les métropoles, ce qui laisse présager des surprises importantes ailleurs. L'attention se concentre ainsi sur quelques villes susceptibles de basculer, comme Paris, où Rachida Dati pourrait l'emporter face à Emmanuel Grégoire, ou Marseille, où Benoît Payan pourrait être fragilisé par des recompositions incluant l'extrême droite. Beaucoup annoncent également un recul des Verts, très performants en 2020 lors d'un scrutin marqué par la pandémie et par un second tour repoussé, mais ces anticipations restent largement spéculatives. Ces municipales combinent en réalité une forte confusion nationale et une grande incertitude locale, faute d'outils permettant de mesurer précisément les dynamiques électorales dans les territoires.

Le rapport de force territorial demeure néanmoins structurant. La droite dirige aujourd'hui une majorité de villes, succès acquis en 2014 puis confirmé en 2020, tout en restant en difficulté dans la perspective présidentielle. Elle espère donc

conquérir au moins une grande ville, la plus importante qu'elle administre actuellement étant Nîmes, (110.000 habitants) ce qui demeure insuffisant pour porter une dynamique nationale. Le Parti socialiste, lui aussi solidement implanté localement, cherche avant tout à conserver ses positions, notamment à Paris, afin de préserver sa crédibilité présidentielle. Le Rassemblement national, très fort nationalement mais encore faible municipalement, vise moins la conquête massive de villes que l'augmentation du nombre de conseillers municipaux afin de pouvoir constituer un groupe au Sénat lors du renouvellement de septembre 2026. La France insoumise pourrait poursuivre une stratégie comparable : ses gains municipaux pourraient se traduire par l'élection de sénateurs, alors même que cette formation n'en compte aujourd'hui aucun.

Marc-Olivier Padis :

Ces élections municipales donnent finalement peu d'indications directes pour 2027 et doivent être analysées avec prudence. Elles ne reflètent ni clairement le rapport de force national ni les grands enjeux politiques, les campagnes locales étant dominées par des préoccupations très concrètes, au premier rang desquelles la propreté et la sécurité au sens local, dans un contexte marqué par un certain reflux des ambitions liées à la transition écologique. Mais ces élections donnent tout de même une coloration au débat national. On a effectivement souvent oublié que la droite était arrivée en tête lors des municipales de 2014 et de 2020, succès resté relativement discret faute de conquête de grandes villes symboliques.

Un rappel structurel s'impose : sur les 34.746 communes françaises, la moitié compte moins de 500 habitants. Dans ces territoires, les listes sont souvent sans étiquette, parfois uniques, et la récente suppression du panachage est vécue par certains comme un recul démocratique. Ces communes, très nombreuses, sur lesquelles on n'a aucune visibilité, représentent seulement 6 % de la population, tandis que la moitié des Français vit dans des villes de plus de 10.000 habitants,

dirigées par à peine 3 % des maires. Cette dissymétrie produit une forte distorsion entre lecture municipale et réalité politique nationale.

À l'inverse, quelques grandes villes — Paris, Lyon, Marseille — surdéterminent le commentaire politique. Le sort de municipalités importantes dirigées par les écologistes, comme Grenoble, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier, Poitiers, Besançon ou Annecy, pèsera fortement dans l'interprétation nationale des résultats. Le Rassemblement national reste par ailleurs souvent sous-estimé : des scores municipaux agrégés modestes ne signifient pas nécessairement une faible implantation locale.

Plusieurs éléments seront particulièrement instructifs. D'abord, la question de l'implantation territoriale révèle un paradoxe durable : les partis traditionnels de gouvernement, socialistes et conservateurs, restent solidement enracinés localement tout en étant fragilisés nationalement, tandis que des forces dominantes au niveau national, comme Renaissance ou le RN, peinent encore à construire un maillage municipal solide. Ensuite, les fusions de listes entre les deux tours constitueront un moment décisif, les négociations devant être conclues en quelques heures. À gauche se pose la question du coût électoral d'une stratégie intransigeante de LFI ; à droite, celle d'alliances éventuelles avec le RN au risque d'une absorption politique, comme le suggère le cas marseillais. Enfin, les reports de voix seront déterminants. À Paris, Emmanuel Grégoire devra rassembler l'ensemble de l'électorat de gauche, tandis que La France insoumise pourrait chercher à provoquer sa défaite. Reste une inconnue majeure : les électeurs suivront-ils réellement les consignes partisans ? L'observation de ces comportements constituera sans doute l'un des enseignements les plus révélateurs du scrutin.

Nicole Gnesotto :

Beaucoup a été dit sur la confusion politique et sur la difficulté de tirer des enseignements nationaux d'élections locales. Pourtant, deux partis tireront

nécessairement des conclusions nationales, quels que soient leurs résultats municipaux : le Rassemblement national et La France insoumise. Ils partent d'un niveau local extrêmement faible — une quinzaine de villes pour le RN, à peine quelques municipalités pour LFI (j'en ai trouvé trois) — si bien que toute progression pourra être présentée comme la confirmation d'une dynamique nationale. À l'inverse, Renaissance fera tout pour éviter une lecture nationale de résultats locaux médiocres, le parti présidentiel ayant largement délaissé l'implantation territoriale depuis les dernières municipales.

Une situation particulière concerne Le Havre et Édouard Philippe, dont le destin présidentiel est directement lié à son résultat local. Il a d'ailleurs été contraint de dénationaliser sa campagne municipale afin de ne pas se retrouver prisonnier d'un éventuel échec. Aucun autre candidat potentiel à la présidentielle ne se trouve dans une position comparable.

Ces élections seront aussi influencées par des enjeux internationaux, phénomène assez rare pour des municipales. Les questions de sécurité et de défense peuvent traditionnellement favoriser le RN, mais le phénomène Trump introduit une ambiguïté. Les tentatives d'influence idéologique venues des États-Unis soutiennent traditionnellement les extrêmes droites européennes, mais, en France, elles risquent paradoxalement de desservir le RN, historiquement marqué par un anti-américanisme (partagé par une large partie de la classe politique). Les excès mêmes de Donald Trump peuvent devenir un repoussoir, d'autant que le RN, déjà premier parti depuis 2019, n'a pas réellement besoin de ce soutien extérieur.

Enfin, les mêmes enjeux traversent élections municipales et présidentielle, mais à fronts renversés. L'alliance des droites peut être acceptable localement — on en voit déjà des exemples à Nîmes (deux élus LR dans la liste RN), Bourg-en-Bresse (alliance entre LR et Reconquête) ou Colmar (alliance LR/RN) — alors qu'elle resterait beaucoup plus problématique à l'échelle présidentielle. De même, le front républicain contre le RN fonctionne différemment selon l'échelon

électoral : des alliances locales avec LFI peuvent exister, tout en étant rejetées nationalement. Cette dissymétrie complique profondément la stratégie des partis.

Akram Belkaïd :

Il faudra observer avec une attention particulière ce qui se passera à Marseille. Une victoire du RN dans une ville de cette importance aurait une portée symbolique considérable et constituerait un signal politique majeur à l'approche de la présidentielle. Ce serait aussi un laboratoire de gestion pour une grande métropole, avec des réactions probablement fortes et une observation attentive, y compris internationale, de la capacité de la droite traditionnelle à résister ou non à une dynamique d'alliance avec le RN.

Je suis par ailleurs frappé par la faiblesse de la campagne municipale parisienne. Une capitale confrontée à des problèmes majeurs devrait débattre en priorité du logement et des transports, or la campagne semble dominée par les petites phrases et les effets de positionnement, avec l'irruption d'outsiders cherchant surtout à perturber le jeu politique. C'est une campagne municipale indigne. La comparaison avec la campagne municipale new-yorkaise récente est éclairante : les questions de loyers, de mobilité ou d'aménagement y faisaient l'objet de propositions concrètes et de débats sérieux, ce qui manque aujourd'hui à Paris. Ces municipales serviront néanmoins de test stratégique pour les partis en vue de la présidentielle. Si certaines forces politiques subissent des défaites importantes, notamment dans les villes moyennes, elles pourraient être contraintes de revoir rapidement leurs stratégies d'alliance. La campagne présidentielle commencera presque immédiatement après, et les ajustements pourraient être brutaux.

Philippe Meyer :

Parmi les sujets absents du débat municipal parisien figure d'abord la question de la dette de la ville, pourtant considérable. S'ajoutent le départ annuel de

milliers d'habitants, l'impossibilité pour les jeunes de se loger et le départ de retraités pourtant dotés de revenus convenables mais incapables de supporter le coût de la vie parisienne. La maîtrise du tourisme devrait également être discutée, tout comme la sécurité. La question de l'attribution du logement social mérite aussi un examen attentif, notamment pour les professions indispensables au fonctionnement urbain — puéricultrices, infirmiers, policiers — qui ne bénéficient pas de priorités adaptées et sont contraints d'habiter très loin de leur lieu de travail. Les conséquences sont concrètes : temps de transport excessifs, difficultés de garde d'enfants, absentéisme subi plutôt que choisi. Autant de réalités quotidiennes qui devraient structurer le débat municipal.

Lucile Schmid :

À propos des campagnes municipales indignes, il est vrai que la question écologique demeure étonnamment absente, alors même que l'ensemble des communes françaises, y compris rurales, sont confrontées à l'adaptation aux dérèglements climatiques. À Paris, un rapport évoquant une ville pouvant atteindre 50 degrés a montré que les îlots de chaleur frappent d'abord les quartiers populaires et provoquent déjà plusieurs centaines de morts prématurées. Ces enjeux suscitent pourtant l'intérêt de nombreux maires, quelles que soient leurs sensibilités politiques, mais ils restent largement ignorés dans le débat municipal, tandis que se développe un discours annonçant un recul massif des municipalités écologistes.

Cette absence traduit une difficulté plus générale à affronter les réalités de l'aménagement du territoire et l'articulation entre inégalités sociales et écologiques. Parallèlement, les sondages indiquent une progression notable du désir d'alternance municipale, ce « dédagisme » est le signe d'une usure du pouvoir local. Dans certaines communes, notamment en banlieue parisienne, de nouvelles générations de candidats misent sur cette fatigue électorale face à des équipes installées depuis plusieurs décennies. Des évolutions positives

pourraient ainsi émerger, même si elles échappent largement aux prévisions médiatiques et aux instruments de mesure actuels.

QUATRE ANNÉES DE GUERRE : EFFETS SUR LA RUSSIE

Introduction

Philippe Meyer :

Après quatre ans de guerre en Ukraine, selon les évaluations concordantes des chercheurs et des services de renseignement occidentaux, on compte plus d'un million et demi de soldats russes hors de combat : morts, blessés, prisonniers et disparus. Sur le terrain, d'après *DeepState*, collectif ukrainien de cartographie en sources ouvertes, la Russie a occupé en 2025 moins de 1 % du pays ukrainien.

Analyses corroborées par l'Institut pour l'étude de la guerre. Mi-février, le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, évoquait environ 65.000 soldats russes tués ou blessés en l'espace de deux mois, qualifiant ces pertes de « *folles* ».

Pour les alliés de l'Ukraine, ces chiffres interrogent la capacité de Moscou à maintenir durablement son effort de guerre sans décision politiquement risquée, comme une nouvelle vague de mobilisation.

D'autant que l'économie russe se dégrade. Si au cours des premières années de guerre, dopée par le complexe militaro-industriel, l'économie russe a enregistré des croissances supérieures à la moyenne européenne, aujourd'hui, les signaux virent au rouge. Pour résorber la hausse du déficit budgétaire, qui devrait dépasser les 3,5 % à 4,4 % du PIB en 2026, le gouvernement doit financer un budget de la défense qui, en hausse de 30 % sur 2025-2027, engloutit 40 % des dépenses. Les revenus des hydrocarbures, qui composent l'habituel poumon économique du pays, s'effondrent à cause de la baisse des cours mondiaux et des effets des sanctions obligeant à vendre avec une décote. Le gouvernement

cherche donc d'autres sources de revenus. Les consommateurs russes sont confrontés à l'inflation (5,6 % officiellement, bien au-delà de 10 % en réalité), la hausse des défauts de crédits bancaires, et la réduction des heures travaillées dans les usines.

La guerre menée contre l'Ukraine s'accompagne d'une mise au pas de plus en plus violente de la société russe. Le taux de popularité de Vladimir Poutine ne semble pas fléchir : plus de 80 % des Russes disent approuver son action, selon *Levada*, le centre d'études d'opinion indépendant de l'Etat. Un chiffre à prendre cependant avec précaution comme dans tout pays où, sans liberté d'expression, les sondages sont menés dans un climat de peur et de délation. Sans opposition politique ni critiques dans la presse, sans société civile ni débats publics parmi les élites, cette popularité apparente cache une réalité : en quatre ans, la chape de plomb imposée par le Kremlin s'est alourdie. La répression ciblant une prétendue « *cinquième colonne* » s'est intensifiée : les défenseurs des droits humains recensent entre 3.000 et plus de 4.600 prisonniers politiques. Sur les écrans de télévision et sous les préaux des écoles, la propagande déroule son message : comme Staline, Poutine combat le nazisme ; comme durant la Grande Guerre patriotique, les opposants sont des traîtres.

Nicole Gnesotto :

Le bilan de ces quatre années de guerre donne d'abord l'impression d'un conflit immobile : les Russes ne gagnent pas véritablement et les Ukrainiens ne perdent pas totalement. Pourtant, le fait que la Russie n'ait conquis qu'environ 20 % du territoire ukrainien malgré une nette supériorité militaire constitue déjà une situation d'échec.

Le premier est un échec stratégique et concerne directement le projet de « Grande Russie » porté par Vladimir Poutine. La guerre devait empêcher l'élargissement de l'OTAN ; elle a produit l'effet inverse avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande, offrant désormais à l'Alliance une frontière de 1.400 kilomètres avec la Russie. L'Ukraine, quant à elle, est devenue *de facto* membre de l'Union européenne, son avenir européen ne faisant plus réellement débat. La mer Baltique s'est presque transformée en espace contrôlé par l'OTAN, réduisant fortement la liberté stratégique russe, tandis que Moscou a perdu dans le même temps des relais importants comme la Syrie ou le Venezuela, affaiblissant son influence dans le Sud global. Sur le plan stratégique, le résultat est donc profondément défavorable à Moscou.

À cela s'ajoutent des pertes humaines terrifiantes, difficiles à mesurer précisément mais qui représentent une véritable saignée générationnelle. Le pouvoir russe doit désormais rémunérer massivement l'engagement militaire pour maintenir le flux de combattants, allant jusqu'à recourir au soutien nord-coréen avec l'envoi de milliers de soldats. L'économie de guerre, qui avait soutenu une croissance proche de 4 % entre 2022 et 2023, ralentit nettement, autour de 1 % en 2025, tandis que la dépendance vis-à-vis de la Chine s'est inversée par rapport à la guerre froide : la Russie dépend désormais de Pékin, notamment pour l'écoulement de ses hydrocarbures.

Le principal gain russe ne relève pas directement de son action militaire mais du contexte politique international, en particulier l'élection de Donald Trump, qui introduit une incertitude stratégique favorable à Moscou. Même avec des gains territoriaux extrêmement limités, la Russie peut compter sur cette ambiguïté pour prolonger et figer le conflit.

Les perspectives demeurent sombres. Aucune dynamique interne ne pousse aujourd'hui la Russie vers la fin de la guerre : Vladimir Poutine reste convaincu de la nécessité de nier l'indépendance ukrainienne. L'économie résiste partiellement grâce aux échanges maintenus avec de nombreux pays du Sud, tandis que la société est largement neutralisée par un système de compensation financière massif — près de 40 milliards d'euros versés chaque année aux familles de soldats. Dans ces conditions, le conflit peut durablement se prolonger.

Akram Belkaïd :

Il faut d'abord rappeler un point fondamental : l'agresseur est la Russie, qui a attaqué son voisin en violation du droit international. Mais, depuis le début du conflit, j'ai souvent le sentiment que les analyses occidentales annoncent en permanence un effondrement russe imminent qui ne se produit jamais. Depuis plusieurs années, sanctions et pressions étaient présentées comme devant rapidement produire leurs effets décisifs, alors que la guerre s'est installée dans une forme d'enlisement durable. Toutes proportions gardées, la situation me la guerre Iran-Irak des années 1980 : un conflit extrêmement meurtrier, prolongé pendant des années, se terminant davantage par l'épuisement des protagonistes que par une victoire claire.

Nous pourrions évoluer vers une issue comparable. Malgré ses difficultés stratégiques, la Russie conserve par ailleurs une réelle audience dans ce que l'on appelle le Sud global, comme le montrent régulièrement les votes aux Nations unies, où une large partie du monde refuse de s'aligner pleinement sur les positions occidentales. J'ai été frappé par un entretien accordé au *Monde* par

l'historien Stéphane Audouin-Rouzeau, spécialiste de la Première Guerre mondiale, très favorable à l'Ukraine, qui évoque pourtant l'hypothèse d'une défaite ukrainienne inéluctable. Cette thèse reste peu discutée publiquement, mais elle mérite d'être intégrée au débat. Selon lui, le rapport de forces militaire rend extrêmement improbable la reconquête des 20 % de territoire perdus depuis février 2022. Or perdre durablement une telle portion de territoire constitue, par définition, une défaite. Sans rupture stratégique majeure, il paraît aujourd'hui difficile d'imaginer une inversion militaire décisive.

Lucile Schmid :

La question posée par Akram — qu'est-ce que gagner, qu'est-ce que perdre — renvoie finalement moins aux lignes de front qu'à ce qui se passe au sein de la société russe. Au-delà des enjeux stratégiques ou diplomatiques, l'élément décisif concerne l'évolution interne d'une société dont on ignorait largement les réactions au début du conflit. Le moment de la mobilisation partielle, à l'automne 2022, a constitué un révélateur : une partie importante de la population s'est alors demandé si cette guerre était réellement la sienne, et beaucoup de familles, notamment les mères, ont refusé l'idée de sacrifier leurs fils.

Le pouvoir russe doit désormais gouverner une société maintenue dans la peur, où la moindre contestation peut conduire à de lourdes peines de prison. Mais cette contrainte répressive ne suffit plus : il faut désormais acheter le consentement. Le recrutement militaire repose largement sur ce que certains Russes appellent « *l'argent du cercueil* », c'est-à-dire des compensations financières considérables versées aux familles des soldats morts. Cette logique produit une véritable corruption sociale : pressions policières sur des individus vulnérables envoyés au front, mariages opportunistes destinés à toucher les indemnités, conflits familiaux autour des compensations financières. Des hommes sans avenir — chômeurs, personnes fragiles psychologiquement ou socialement marginalisées — s'engagent en considérant qu'ils assurent ainsi

l'avenir matériel de leurs proches. Cela révèle une société qui perd progressivement tout horizon collectif.

Se pose alors la question de l'après-Poutine. Le président russe a plus de soixante-dix ans et s'appuie sur un entourage du même âge. Imaginer la défaite ukrainienne semble difficile pour beaucoup d'observateurs, mais penser l'après-Poutine l'est tout autant. Rien n'indique une transition démocratique, mais on ignore si le système pourrait devenir plus modéré ou au contraire plus dur encore. Dans un pays corrompu, confronté à une attrition démographique majeure et contraint de recruter parmi des mercenaires étrangers, la question devient existentielle : au-delà du sort territorial de l'Ukraine, c'est peut-être l'avenir même de la Russie qui est en jeu.

Marc-Olivier Padis :

Le tableau dressé conduit à constater une impasse presque totale pour la Russie — stratégique, militaire, économique, politique et démographique. On pourrait penser que l'issue la moins coûteuse pour elle serait de perdre rapidement et complètement cette guerre, ou simplement d'y renoncer, tant cette entreprise compromet son avenir pour plusieurs générations. Pourtant, comme le disait Akram, contrairement aux prévisions répétées annonçant un effondrement imminent, la Russie continue de tenir, preuve d'une forme de résilience difficile à expliquer.

L'économie a longtemps été soutenue artificiellement par l'effort de guerre, avec une croissance atteignant encore 4 % en 2023-2024, mais celle-ci ralentit désormais fortement. L'inflation élevée oblige la banque centrale à maintenir des taux directeurs extrêmement hauts, rendant pratiquement impossibles les investissements productifs. L'économie survit, mais elle cesse d'investir dans l'avenir. À cela s'ajoute un problème politique majeur : la fin de la guerre aurait elle aussi un coût considérable pour le régime, notamment celui de la démobilisation et de la réintégration de centaines de milliers de soldats

traumatisés dans une société déjà fragilisée.

La guerre demeure une guerre d'attrition exigeant un renouvellement constant des forces. Or les pertes mensuelles russes dépassent désormais les capacités de recrutement. En décembre, les Russes auraient perdu plus de 33.000 hommes et recruté 27.000, et en janvier plus de 30.000 pertes pour 22.000 recrutements. Sur ces deux derniers mois, il leur manque donc un quart des effectifs pour renouveler leurs forces sur le front. Malgré les incitations financières, le recours à des populations marginalisées ou à des combattants étrangers, le flux de nouveaux soldats diminue. Cela révèle l'absence d'élan patriotique : les plus qualifiés ont quitté le pays, les autres cherchent à éviter la mobilisation. L'adhésion civique à la guerre apparaît extrêmement faible. Je suis plus réservé sur l'idée d'un soutien massif du Sud global à la Russie. Beaucoup d'États refusent certes de s'aligner totalement sur les positions occidentales, mais ils ne soutiennent pas pour autant l'agression russe. Quant à la Chine et à l'Inde, elles profitent surtout de la situation en achetant les ressources russes à bas prix. Leur soutien ressemble davantage à une relation asymétrique dont Pékin tire avantage, accompagnant l'affaiblissement progressif de Moscou.

Enfin, je ne partage pas l'idée d'une défaite ukrainienne inéluctable.

Contrairement à la société russe, la société ukrainienne est profondément mobilisée et a tranché définitivement son orientation historique vers l'Europe. La souveraineté ukrainienne constitue désormais un fait politique durable. Face à cela, la Russie apparaît enfermée dans une propagande appauvrissante, une dépendance croissante envers la Chine, une démographie déclinante et une ambition impériale dont elle ne possède plus réellement les moyens.